

Sous embargo jusqu'au 29 janvier 2026 à 6h

Communiqué de presse

Paris, le 29 janvier 2026

Une nouvelle étude chiffre la valeur économique des engagements des entreprises

Ce jeudi 29 janvier, Impact France et Wavestone dévoilent une nouvelle étude inédite intitulée "Valoriser économiquement l'engagement des entreprises". À partir de sept études de cas, elle démontre que les actions sociales et environnementales mises en œuvre par les entreprises permettent d'éviter des coûts significatifs pour la société, au bénéfice des finances publiques, des territoires et des citoyens.

Cette nouvelle étude d'ampleur a été présentée ce jour lors d'une conférence dédiée au Siège du Groupe Les Echos - Le Parisien, en présence de plus de 150 dirigeants et décideurs dont Thibault Guilluy (France Travail), Catherine Touvrey (Harmonie Mutuelle), Jonathan Sebbane (Sogaris), Valérie Decaux (La Poste), ou encore Pascal Imbert (Wavestone).

Objectiver la valeur économique des engagements des entreprises

Dans un contexte de backlash et d'incertitudes géopolitiques et économiques majeures, qui se traduisent par un recul de certaines exigences réglementaires et des pressions grandissantes sur les finances publiques, cette étude exploratoire répond à un enjeu central : **rendre visibles et quantifiables les retombées économiques des engagements des entreprises pour la société.**

"L'ambition de cette étude est de passer de la conviction à la démonstration : montrer, chiffres à l'appui, que les engagements des entreprises produisent une valeur économique réelle pour la société." précise Cédric Baecher, Partner Sustainability de Wavestone.

L'étude met en évidence que **les actions sociales et environnementales des entreprises permettent d'éviter des coûts significatifs pour la société.**

"Dans un contexte de fortes contraintes budgétaires et de transformations économiques profondes, cette étude apporte un cadre d'analyse pour mieux appréhender la valeur économique des actions sociales et environnementales des entreprises. Elle constitue un appui utile aux entreprises comme aux pouvoirs publics pour éclairer leurs décisions et orienter les investissements." indique Caroline Neyron, Directrice Générale d'Impact France.

Sept études de cas, sept leviers de création de valeur

Pilotée par Impact France et Wavestone, l'étude repose sur **l'analyse approfondie de sept actions mises en œuvre par six entreprises** (Veolia, Bel, Sogaris, L'Occitane en Provence, La Poste et Harmonie Mutuelle), couvrant des enjeux environnementaux (réduction des émissions de gaz à effet de serre, transition énergétique, préservation de la ressource en eau) et des enjeux sociaux

(emploi et inclusion sur le marché du travail). Elles portent sur des périmètres variés, allant du site industriel ou logistique à l'échelle nationale ou internationale.

Pour chaque étude de cas, deux niveaux de résultats sont ainsi analysés :

- **les coûts évités directement liés à l'action de l'entreprise**, observés à l'échelle du site ou du périmètre analysé ;
- **les coûts évités en cas de mobilisation collective**, correspondant à des scénarios de généralisation de l'action à une échelle sectorielle, territoriale ou nationale.

Les résultats montrent que **les actions analysées permettent déjà des économies significatives pour la société**, allant de plusieurs centaines de milliers d'euros à plusieurs milliards d'euros selon les périmètres étudiés. Pris ensemble, les cas analysés démontrent qu'**un changement d'échelle de ces pratiques pourrait permettre d'éviter**, à l'échelle nationale voire internationale, **des dizaines de milliards d'euros de coûts par an pour la société**.

Les trois enseignements majeurs de l'étude

D'abord, les engagements sociaux et environnementaux des entreprises constituent des leviers de transformation à rendement collectif. Les études de cas montrent que **ces actions permettent déjà d'éviter des coûts significatifs pour la société, allant de plusieurs centaines de milliers d'euros à plusieurs milliards d'euros selon les périmètres étudiés**.

Ensuite, l'étude souligne que le passage à l'échelle est déterminant. Si les impacts observés sont déjà significatifs à l'échelle des sites ou des entreprises, **leur généralisation**, associée à une mobilisation coordonnée des acteurs publics et économiques, **pourrait permettre d'éviter des dizaines de milliards d'euros de coûts par an pour la société**.

Enfin, en mettant en lumière les effets collectifs des actions sociales et environnementales des entreprises, l'étude propose une lecture complémentaire des mécanismes de création de valeur, utile tant aux entreprises qu'aux décideurs publics. Fondée sur un travail collectif et des cas concrets, elle **élargit le cadre d'analyse économique et met à disposition une grille de lecture répllicable**, applicable à d'autres contextes et secteurs et qui, sans se substituer aux outils existants, qui **pourrait constituer un appui analytique pertinent pour orienter les décisions d'investissement publiques comme privées**.

Retrouvez les résumés et les résultats des différents cas d'études à la fin de ce communiqué.

Un cadrage méthodologique rigoureux et transparent

L'étude repose sur une méthodologie rigoureuse et transparente, fondée sur des hypothèses explicitées et volontairement conservatrices, des sources documentées et des scénarios de comparaison. La monétarisation est mobilisée comme outil d'objectivation, lorsque la qualité des données le permet, sans viser une conversion exhaustive de l'ensemble des impacts.

L'analyse se concentre sur les coûts évités pour la société, et non sur le retour sur investissement pour les entreprises, afin de rendre visibles des impacts économiques encore peu pris en compte dans la décision publique. Les résultats doivent ainsi être interprétés comme des ordres de grandeur, destinés à éclairer le débat et la prise de décision, dans le cadre d'un exercice exploratoire fondé sur des études de cas.

Ils témoignent

Catherine Touvrey, Directrice Générale d'Harmonie Mutuelle :

“L'étude inédite menée par le Mouvement Impact France et Wavestone, via une approche pionnière et itérative, marque une nouvelle étape : celle du passage de la conviction à la démonstration quantifiée de l'impact. Nous sommes fiers de ce travail collectif qui montre que les approches volontaristes des entreprises engagées bénéficient déjà significativement à la collectivité, constituant une véritable incitation à la plus grande mobilisation de tous, acteurs privés comme publics.”

Anne-Sophie Carrier, Directrice Générale de BEL France :

“Contribuer à cette étude est une opportunité pour le groupe Bel de démontrer la pertinence de son modèle à deux jambes alliant performance économique et responsabilité environnementale. L'objectivation de nos actions et leur valorisation est essentielle pour accélérer la transition et occuper un rôle pionnier susceptible d'inspirer l'ensemble de notre écosystème.”

Valérie Decaux, Directrice générale adjointe en charge des ressources humaines de La Poste :

“Il était essentiel pour La Poste de contribuer, sur un sujet aussi important que l'emploi, au développement de nouveaux standards méthodologiques via l'approche des “coûts évités”. Les résultats de cette étude confirment l'importance de La Poste pour le tissu socio-économique français, et démontrent qu'une forte mobilisation des entreprises en faveur de l'emploi inclusif peut avoir un impact déterminant pour la société tout entière..”

Florian Croce, Directeur Général des manufactures L'Occitane en Provence :

“Participer à cette étude nous a permis d'objectiver ce que nous pressentions : les investissements des entreprises en matière de durabilité sont plus qu'un engagement moral – c'est non seulement un levier qui permet de renforcer la robustesse de notre modèle d'affaires, mais aussi un moyen d'éviter des coûts à la collectivité et aux différents acteurs économiques du territoire ardéchois.”

Jonathan Sebbane, Directeur Général de Sogaris :

“A l'heure où le climat peine à se maintenir dans les priorités partagées des agendas politiques, Sogaris réitere et amplifie la décarbonation des flux comme engagement stratégique, nécessitant un effort collectif de la chaîne de valeur logistique, adossé à des investissements importants. Mesurer, par la monétarisation, les impacts négatifs évités, n'appelle pas à détourner l'attention de l'effort premier de réduction des impacts. Cela participe à un enjeu de compréhension plus étendue de nos responsabilités, mais également de nos capacités collectives d'action. Une telle démarche, exploratoire, appelle à l'humilité quant aux analyses constituées, mais met en exergue la nécessité de lectures systémiques et multipartites.”

Pierre-Yves Pouliquen, Directeur du Développement Durable de Veolia :

“Il est plus que jamais nécessaire de faire reconnaître par les acteurs publics et privés l'impact positif des solutions proposées et mises en œuvre par les entreprises. L'exercice de monétarisation des coûts évités n'en est bien sûr pas le seul moyen, mais c'est un moyen particulièrement efficace.”

Pour obtenir une accréditation presse pour l'[événement de restitution de l'étude le jeudi 29 janvier](#), contactez Malo Bourel-Weeger par e-mail (mbourel@impactfrance.eco) ou par téléphone (+3332294674).

À propos de l'étude

L'étude "Valoriser économiquement l'engagement des entreprises" a été pilotée par Impact France et Wavestone, avec la participation de six entreprises : Harmonie Mutuelle, Bel, L'Occitane en Provence, Sogaris, Veolia, La Poste, et le soutien de Veolia, BNP Paribas et Terra Academia.

En cliquant sur les liens suivants, retrouvez [l'Executive Summary](#) et [l'étude "Valoriser économiquement l'engagement des entreprises"](#).

À propos d'Impact France

Impact France fédère et représente plus de 30 000 entrepreneurs et dirigeants français engagés dans la transition écologique et sociale. [Plus d'informations](#)

À propos de Wavestone

Wavestone est un cabinet de conseil international qui a pour mission d'accompagner les entreprises et organisations dans leurs transformations stratégiques. [Plus d'informations](#)

Contacts presse

Malo Bourel-Weeger : mbourel@impactfrance.eco ; +3332294674

Sarah Lamigeon : sarah.lamigeon@wavestone.com ; +33149032000

Synthèse des résultats

1. Vue d'ensemble des résultats sur des actions situées en France

	<p>Politiques d'emploi et de recours au secteur protégé et adapté en faveur des personnes en situation de handicap en France.</p> <p>L'étude analyse les coûts évités pour la société liés à la réduction du chômage de ces publics et à leur meilleure inclusion sur le marché du travail.</p>	<p>Via l'action d'Harmonie Mutuelle ≈ 12,4 M€ de coûts évités pour la société en 2024.</p> <p>Via mobilisation collective ≈ 2,4 Md€ de coûts évités pour la société en 2024.</p>
	<p>Deux études de cas :</p> <ul style="list-style-type: none">• Actions en faveur de l'emploi des jeunes en France, analysées au regard des coûts évités pour la société liés à la réduction du chômage des jeunes.• Actions en faveur du maintien dans l'emploi des seniors en France, analysées à travers les coûts évités associés à l'augmentation du taux d'emploi des seniors.	<p>Via l'action de La Poste ≈ 1,9 Md€ de coûts évités pour la société en 2024. Jeunes : 354 M€ Seniors : 1,5 Md€</p> <p>Via mobilisation collective ≈ 100 Md€ de coûts évités pour la société en 2024. Jeunes : 3,7 Md€ Seniors : 96 Md€</p>
	<p>Mise en place d'une unité de traitement permettant le recyclage de l'eau en boucle fermée sur le site de manufacture de Lagorce.</p> <p>L'étude analyse les impacts sur la réduction de la consommation d'eau de la mise en place d'un système de récupération des eaux usées industrielles et leur réutilisation au sein de la Manufacture à des usages le permettant.</p>	<p>Via l'action de L'Occitane en Provence ≈ 0,1 M€ de coûts évités pour la société en 2026.</p> <p>Via mobilisation collective ≈ 45 M€ de coûts évités pour la société en 2030.</p>
	<p>Installation d'une chaufferie biomasse sur le site industriel agroalimentaire d'Evron en France.</p> <p>L'analyse porte sur la décarbonation de la production de chaleur industrielle et sur les effets induits en matière de réduction des émissions de CO₂.</p>	<p>Via l'action de Bel ≈ 1,7 M€ de coûts évités pour la société en 2024.</p> <p>Via mobilisation collective ≈ 51 M€ de coûts évités pour la société en 2024.</p>
	<p>Actions mises en œuvre sur la plateforme logistique urbaine de Rungis en France visant à favoriser l'électrification des flux logistiques de ce site.</p> <p>L'étude s'intéresse aux effets potentiels de ces actions sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des nuisances associées au transport routier (ex. nuisances sonores).</p>	<p>Via l'action de Sogaris : non calculé (la part attribuable à Sogaris n'ayant pu être isolée ni monétarisée en l'absence de données suffisamment robustes)</p> <p>Via mobilisation collective ≈ 2,8 M€ de coûts évités pour la société en 2030.</p>

2. Vue d'ensemble des résultats sur une action située à l'international

	<p>Captage renforcé du méthane et production d'électricité renouvelable par cogénération sur le centre de traitement des déchets d'Iperó au Brésil.</p> <p>L'étude analyse les effets de cette action en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre : réduction du méthane et substitution d'électricité d'origine fossile par de l'électricité d'origine renouvelable.</p>	<p>Via l'action de Veolia ≈ 29€/habitant desservi de coûts évités en 2024.</p> <p>Via mobilisation collective : le scénario de passage à l'échelle n'est pas présenté pour cette étude de cas compte tenu de la diversité des situations locales.</p>
---	--	---